



**Convention de partenariat entre l'Union des MJC en Drôme et Ardèche
et les Départements de l'Ardèche et de la Drôme
2020-2021**

Le Département de l'Ardèche, Collectivité Territoriale régie par le Code Général des Collectivités Territoriales, représenté par Monsieur Laurent UGHETTO, Président du Conseil Départemental, dûment habilité à cet effet par une délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du 6 avril 2020, n°
N°SIRET : 2207 0001 7000 19

Ci-après dénommé « le Département de l'Ardèche »
d'une part,

Et

Le Département de la Drôme, Collectivité Territoriale régie par le Code Général des Collectivités Territoriales, représenté par Madame Marie Pierre MOUTON, Présidente du Conseil Départemental, dûment habilitée à cet effet, sur la base de l'arrêté de la présidente pris en vertu de l'ordonnance n° 2020-391

d'une part,

L'Union des MJC en Drôme Ardèche, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé à 1 Rue Paul Langevin, 07130 Saint Peray - N° SIRET : 302 806 898 00037 -

APE : 9499Z - le numéro RNA W073001954, représentée par ses co-présidentes, Madame Odile MERY, Madame Françoise MALGOUYARD, dûment habilitée à l'effet des présentes, ci-après dénommée "**l'UMJC 26-07**",

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant :

- L'article 104 de la loi n° 2015-911 du 7 août 2015 relative aux compétences partagées des collectivités territoriales, notamment « Les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire » ;
- Les rapports Jeunesse et vie associative & Insertion votés par l'Assemblée Départementale de l'Ardèche lors de la séance plénière du 16 décembre 2019 ;
- Le Schéma départemental de l'éducation, des enseignements et des pratiques artistiques 2018-2022, du Département de l'Ardèche qui vise à inscrire les habitants dont les plus jeunes dans des parcours culturels et artistiques, de la sensibilisation à la rencontre avec les œuvres, aux pratiques artistiques diversifiées jusqu'à un enseignement qualifié ;
- L'"Ambition sur la jeunesse", par laquelle le Département de la Drôme considère la jeunesse dans sa globalité, comme vecteur majeur du développement des territoires. La Drôme concourt à cette politique éducative partagée avec les associations de jeunesse. Le rapport de l'assemblée du 10 avril 2017 fixe les modalités du partenariat avec les fédérations d'éducation populaire.

Considérant que le projet ci-après présenté par l'Association de l'UMJC 26-07 dans le champ de l'éducation populaire et de la jeunesse participe à cette politique.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'Union des MJC 26-07 s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le projet défini en annexe 1 de la présente convention.

Les Départements de la Drôme et de L'Ardèche contribuent financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'accompagnement de la structure.

Le Département de la Drôme :

- attribue un financement dans le cadre de la politique jeunesse du Département qui s'articule autour de 3 axes principaux : cohérence territoriale des actions menées en matière de jeunesse ; autonomie, engagement et participation des jeunes ; éducation aux médias et au numérique

A ce titre le Département finance les territoires et les associations départementales, développe des actions éducatives de sensibilisation au numérique, a mis en place, en concertation avec différents partenaires bi-départementaux un portail d'information jeunesse et développe des actions visant à recueillir la parole des jeunes avec notamment la mise en place en 2016 d'un Conseil Départemental des Jeunes.

- introduit un axe transversal à l'ensemble des conventions qui la lie avec les fédérations d'éducation populaire visant à développer les échanges et la transversalité entre elles, notamment en proposant une offre concertée de formations, qu'elles soient à destination des bénévoles ou des professionnels de la jeunesse et veillant à la cohérence territoriale et en travaillant à un partage pertinent des ressources (mallettes pédagogiques, expositions et outils thématiques...)

- encourage la fédération à faire connaître et à diffuser les informations liées aux actions et aux dispositifs départementaux auprès de ses adhérents

Le Département de l'Ardèche attend de l'association sur son travail fédéral qu'elle:

- Fédère et anime au niveau départemental un réseau d'associations ardéchoises œuvrant pour la jeunesse et/ou la vie associative
- Accompagne à la création d'associations et au développement associatif ainsi que les juniors associations
- Développe les compétences du réseau en accompagnant les associations adhérentes sur la qualification et la formation des bénévoles et salariés du réseau
- Représente les associations adhérentes dans les instances et commissions départementales en donnant un avis éclairé s'appuyant sur une expertise de terrain développée auprès de son réseau
- Accompagne le réseau en animant un travail prospectif sur son avenir
- Incite à favoriser la participation du public ou des bénévoles dans la gouvernance, dans la réflexion et dans la mise en œuvre des projets
- Attache de l'importance à ce que le projet de l'association soit mené en cohérence avec l'action sur l'engagement des jeunes et la participation des jeunes à la définition des politiques qui les concernent.

Par ailleurs, le Département de l'Ardèche construit sa politique associative et jeunesse en s'appuyant sur ses partenariats. Cette co-construction partenariale et territoriale vise à une meilleure cohérence et couverture territoriale ajustée aux besoins et réalités de terrain. Le département attache de l'importance au travail collectif inter fédération du territoire pour permettre des initiatives collectives, une mutualisation de moyens éventuelle et une intelligence collective.

Concernant le volet culturel, le Département introduit des dispositions relatives au schéma départemental de l'éducation, des enseignements et des pratiques artistiques. Par son projet global, ses actions ainsi que son rôle ressource pour le développement des pratiques artistiques amateur, l'Union des MJC 26-07 est reconnue comme un acteur du Schéma de l'éducation, des pratiques et des enseignements artistiques. A ce titre, la structure s'engage à participer aux temps de travail proposés par le Département dans le cadre du Schéma.

L'UMJC 26-07 répondant aux attentes de la charte des Pôle de Pratiques Artistiques Amateurs ci-annexée, le Département qualifie par la présente convention l'UMJC 26-07 en tant que Pôle de Pratiques Artistiques Amateurs. Cette qualification ouvre la possibilité à l'UMJC 26-07 de répondre à l'appel à projets Pépinières Pôle de Pratiques Artistiques Amateurs de l'Ardèche (PPPAAA!) du Schéma de l'éducation, des pratiques et des enseignements artistiques 2018-2022.

Les activités de la structure relatives aux pratiques artistiques amateurs et à l'éducation artistique et culturelle donneront lieu à une évaluation spécifique dans le cadre du comité de suivi et d'évaluation de la présente convention.

Enfin, le Département de l'Ardèche prend en compte l'échelon intercommunal dans la construction et le déploiement de ses politiques. Pour une meilleure adéquation et interaction entre les projets territoriaux et les projets des fédérations/associations, le Département encourage le développement de partenariats et de projets avec les intercommunalités.

Article 2 - DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'année 2020 et pour une durée de 2 ans. Elle prend effet à la date de signature par les deux parties et prendra fin le 31 Décembre 2021.

Article 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de l'Ardèche contribue financièrement pour un montant maximal de 35 000 € par an conformément aux budgets prévisionnels en annexe II à la présente convention.

Le montant de cette subvention est de

- 35 000 € pour l'année 2020,
- 35 000 € pour l'année 2021.

Le Département de La Drôme contribue financièrement pour un montant maximal de 83 000 € par an conformément aux budgets prévisionnels en annexe II à la présente convention.

Le montant de cette subvention est de

- 83 000 € pour l'année 2020,
- 83 000 € pour l'année 2021.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité, du respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 5 et 6 et des décisions du Département prises en application des articles 7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 10.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Article 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le Département de l'Ardèche verse 80 % de la subvention annuelle à la signature de la convention pour la première année et après le vote du budget primitif pour la deuxième année.

Le Département de la Drôme verse 50 % de la subvention annuelle à la signature de la convention pour la première année et après le vote du budget primitif pour la deuxième année.

Le **solde annuel** après la remise d'un bilan intermédiaire au 31/10 de l'année « n » en cours.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement sera effectué sur le compte bancaire dont est titulaire **L'Union des MJC en Drôme Ardèche** et qui est effectif au moment du paiement.

Article 5 - PROMOTION DES DEPARTEMENTS

A ce titre, l'Association s'engage à :

- apposer le logo de l'Ardèche et de la Drôme sur tous les documents de communication publique qu'elle édite, ainsi que d'établir un lien avec www.ardeche.fr et www.ladrome.fr
- pour cela la structure prendra contact avec la direction de la communication du Conseil départemental de l'Ardèche (com@ardeche.fr) et la direction de la communication de la Drôme, afin d'obtenir les logos actualisés et les chartes graphiques pour application. Un bon à tirer de la page (PDF) sur laquelle apparaît le logo sera transmis à la direction de la communication qui s'engage à valider ces éléments dans les 48 h ouvrables après leur réception,
- citer l'Ardèche et la Drôme comme partenaire de ses actions et mettre en place les banderoles fournies par l'Ardèche et la Drôme, lors de l'organisation de manifestations.

Article 6 - JUSTIFICATIFS

L'UMJC 26-07 s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059),
- les états financiers : les comptes annuels et le bilan et/ou le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activité.

Article 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

L'UMJC 26-07 informe sans délai les Départements Ardèche et Drôme de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution ou de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'UMJC 26-07, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer les Départements de l'Ardèche et de la Drôme sans délai par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'Association s'engage à transmettre au Service Jeunesse, Vie Associative et Devoir de Mémoire du Département de l'Ardèche ainsi qu'au service Jeunesse et Education du Département de la Drôme un programme d'actions annuel ainsi qu'un budget prévisionnel avant le 31 mars de chaque année. Cet envoi conditionne le versement de la subvention.

Article 8 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par L'UMJC 26-07, sans l'accord écrit du Département, celui-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen, des justificatifs présentés par l'UMJC 26-07 et après avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département informe l'UMJC 26-07 de ces décisions par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 9 - CONTROLE DES DEPARTEMENTS

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par les Départements de l'Ardèche et de la Drôme. L'UMJC 26-07 s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives de dépenses et tous les autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret – loi du 2 mai 1938.

Les Départements Ardèche et Drôme contrôlent à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43 – IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, les Départements Ardèche et Drôme peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 10 - RENOUVELLEMENT ET EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes, et à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec l'UMJC 26-07 des conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en annexe III.

Article 11 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les Départements Ardèche et Drôme et l'UMJC 26-07. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification fait l'objet d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 12 - ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie de la présente convention.

Article 13 - RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des autres parties, sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourra faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure de se

conformer aux obligations contractuelles et restées infructueuses.

Article 14 - RECOURS

En cas de litiges ou pour tout différend éventuel sur l'interprétation et/ou l'exécution des dispositions de la présente convention, les parties mettront tout en œuvre pour trouver une solution amiable. En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence du Tribunal Administratif de Lyon (184 Rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03).

Fait à Valence, le
Pour le Département de la Drôme,
La Présidente,

Fait à Privas, le
Pour le Département de l'Ardèche,
Le Président,

Laurent UGHETTO

Marie Pierre MOUTON

Fait à Saint Péray, le
Pour l'Union des MJC en Drôme et Ardèche
Les Coprésidents

Odile MERY et Françoise
MALGOUYARD

ANNEXE I : le PROJET

L'UMJC 26-07 s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la convention dans le respect des principes de la République.

Projet de l'Union des MJC en Drôme Ardèche

- ⇒ L'UMJC a pour but de favoriser les échanges, la liaison et la coopération entre les MJC des départements de Drôme et d'Ardèche
- ⇒ Elle est une structure de mise en réseau des associations affiliées et de développement d'actions concertées, notamment en direction de la jeunesse.
- ⇒ Elle porte des missions de proximité qui permettent un maillage du territoire

Pour cela elle se donne 5 axes de travail :

1.LES PROJETS

Développer et animer divers projets et dispositifs portés, partagés et mis en œuvre par des MJC adhérentes. Développer le partenariat avec les acteurs locaux (dont les centres-sociaux)

- Mission de développement de projets et d'activités culturelles et socio-culturelles sur les territoires

2.L'ACCOMPAGNEMENT

Accompagner l'animation et le développement des associations locales MJC sur le territoire

- Mission d'accompagnement de la vie associative

3.LES SERVICES

Mettre à disposition des ressources techniques pour faciliter la conduite d'associations ou de projets

- Mission de services techniques

4.LA REPRESENTATION

Représenter et valoriser le réseau des MJC et son projet politique auprès des collectivités, institutions et services de l'état du territoire

- Mission de participation à l'élaboration, à la conduite et à l'évaluation des politiques publiques

5.LA VIE FEDERALE

Représenter et valoriser le réseau des MJC 26-07 à l'échelle supra-territoriale, au côté des autres unions de la région et auprès de la CMJCF

- Mission de participation à la dynamique fédérale des MJC

Public(s) visé(s) :

Les bénévoles, administrateurs et les professionnels des associations affiliées en priorités.

Les actions visent plus particulièrement le public jeunes de notre territoire d'intervention :

- placer les jeunes au cœur du processus organisationnel et décisionnel d'événement de manière à développer les compétences de collaboration des jeunes, développer leur capacité d'écoute et d'empathie, développer leur curiosité culturelle et leur permettre de se questionner quant aux pratiques artistiques.
- expérimenter, à travers ses actions spécifiques, de nouveaux modes d'implication, de nouvelles méthodes de gouvernances plaçant les jeunes au cœur du processus décisionnel, notamment en facilitant ou organisant la prise de parole des jeunes.
- aider les jeunes à monter des projets et ainsi prendre leur place dans la société. Pour permettre aux jeunes de se mobiliser et d'agir.

Zone d'intervention :

- Ardèche et Drôme

Charges du projet	Subvention des Départements		Sommes des financements publics
309 630 €	35 000 € Ardèche 83 000 € Drôme		<i>Etat : 18 200 € Région : 3 000 € DDCSPP 07 : 4 000 € DDCS 26 : 7 900 €</i>
Répartition :	Ardèche	Drôme	
Fonctionnement	8 000 €	50 000 €	
Actions	27 000 €	33 000 €	

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

Année 2020

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
Charges externes	44 490 €	Produits des activités annexes	51 530 €
Salaires et traitements	117 680 €	Subventions	159 600 € dont Etat : 18 200 € Région 3 000 € Départements : CD07 : 35 000 € CD26 : 83 000 € DDCSPP07 : 4 000 € DDCS26 : 7 900 € Autre : 8 500 €
Achats	74 180 €	Produits divers	37 500 €
Autres charges	12 280 €	Transferts de charges	
TOTAL DES CHARGES	248 630 €	TOTAL DES PRODUITS	248 630 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES Bénévolat 46 000 €, prestation en nature 15 000 € = 61 000 €			
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	309 630 €	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	309 630 €
<p>La subvention de l'Ardèche 35 000 € représente 14,00 % du total des produits</p> <p>La subvention de la Drôme 83 000 € représente 33,38 % du total des produits</p> <p>Les subventions de l'Ardèche et de la Drôme (118 000 €) représentent 47,46 % du total des produits.</p>			

ANNEXE III : METHODOLOGIE D'EVALUATION DU PROJET

L'évaluation porte sur l'activité de l'union des MJC et sur le travail partenarial.

Une commission, une fois par an, composée au minimum d'un.e technicien.ne de l'Ardèche, d'un.e technicien.ne de la Drôme, des professionnel.le.s intervenant auprès de l'Union pour la mise en œuvre des actions évaluées, et d'un.e élu.e de l'Union est constituée et se réunira suite à la remise du bilan des actions engagées sur l'année écoulée, pour effectuer son évaluation.

La commission pourra :

- soit proposer de valider le bilan,
- soit juger le bilan des activités de l'Union insuffisant et devra, estimer la quotité non exécutée,
- proposer le montant de la subvention à restituer,

Indicateurs proposés :

- De **résultat** (évaluation de l'activité de l'association) : grille d'évaluation basée sur le projet transmis en ANNEXE I.

Méthode : à partir des rapports d'activités et des entretiens organisés avec l'association.

- D'**impact** : les conséquences du partenariat, les chantiers créés en commun.
Deux niveaux interrogés :

- o Niveau local
- o Niveau départemental

- De **réalisation** (qualitatif et quantitatif) : fonctionnement de la convention, ces indicateurs questionnent la manière dont les actions sont menées ("le comment").
-